

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/30915]

27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif  
du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2014 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

## ANNEE BUDGETAIRE 2014

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Engagements effectués en exécution du budget§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits d'engagement

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits d'engagement alloués par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2014, s'élèvent à 9.647.564.000,00 euros.

## § 2. Fixation des engagements à charge des crédits d'engagement

**Art. 2.** Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 9.558.777.491,44 euros

**Art. 3.** Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 18 décembre 2013 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2014 ont autorisé l'engagement des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2014 à concurrence de 36.503.037,53 d'euros.

Pour couvrir ces engagements de l'année budgétaire 2014 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 36.503.037,53 euros.

**Art. 4.** Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 88.000.605,67 euros Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1<sup>er</sup> du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ce montant est annulé.

## § 3. Fixation des fonds budgétaires d'engagement

**Art. 5.** Les fonds budgétaires ont été estimés pour les engagements de l'année budgétaire 2014 à 89.000.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7, 2<sup>o</sup>, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 89.445.306,31 euros.

Compte tenu de ces recettes, du solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2014 qui s'établit à 46.727.681,89 euros et des annulations de visas s'établissant à 36.726,45 euros, le disponible en engagements à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2014 à 136.209.714,65 euros.

Par dérogation à l'article 7, 2<sup>o</sup> alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 16 du décret du 18 décembre 2013 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2014 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

## § 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires

**Art. 6.** Les engagements de dépenses à charge des fonds budgétaires d'engagement de l'année budgétaire 2014 s'élèvent à 86.198.190,87 euros.

**Art. 7.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 5 et 6 ci-dessus, le disponible en fonds budgétaires d'engagement s'élève à la fin de l'année budgétaire 2014 à 50.011.523,78 euros.

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

## CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup>. Fixation des recettes

**Art. 8.** Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2014 à la somme de 9.245.319.000,00 d'euros.

**Art. 9.** Les recettes budgétaires de l'année 2014 s'élèvent à 9.243.544.099,56 euros.

## § 2. Fixation des crédits de liquidations des dépenses

**Art. 10.** Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2014 ont accordé 9.642.104.000,00 d'euros pour la liquidation des dépenses.

## § 3. Fixation de la situation des dépenses

**Art. 11.** Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2014 se montent à 9.610.389.315,48 euros.

## § 4. Règlement des crédits

**Art. 12.** La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 10) et les opérations imputées (article 11) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2014 de 31.714.684,52 euros.

**Art. 13.** Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 18 décembre 2013 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2014 ont autorisé la liquidation des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2014 à concurrence de 49.613.673,18 euros.

Pour couvrir ces dépenses de l'année budgétaire 2014 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 49.613.673,18 euros.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau III annexé.

Le total des crédits de liquidation alloués s'établit à 9.691.717.673,18 euros.

**Art. 14.** Par suite des articles 12 et 13, les crédits de liquidation disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 81.328.357,70 euros. Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1<sup>er</sup> du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ce montant est annulé.

## § 5. Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2014

**Art. 15.** Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2014, établi conformément à l'article 29 § 4 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, se présente comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 9.243.544.099,56 euros

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 9.610.389.315,48 euros

En conclusion, compte non tenu des fonds budgétaires,

Les dépenses excèdent les recettes de 366.845.215,92 euros

## CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires

## § 1. Fixation des recettes affectées

**Art. 16.** Les prévisions de recettes sur les subdivisions particulières ont été estimées à 89.221.000,00 euros.

Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2014 à 88.800.491,09 euros.

## § 2. Fixation des fonds budgétaires de liquidation

**Art. 17.** Les moyens en liquidation sur les fonds budgétaires sont estimés pour l'année budgétaire 2014 à 90.392.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7,2°, alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 89.445.306,31.

Compte tenu de ces recettes et du solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2014 qui s'établit à 67.810.269,88 euros, le disponible en liquidation à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2014 à 157.255.576,19 euros.

Par dérogation à l'article 7,2° alinéa trois du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 16 du décret du 18 décembre 2013 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2014 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

## § 3. Fixation des dépenses à charge des fonds budgétaires

**Art. 18.** Les liquidations imputées à charge du disponible en liquidation sur les fonds budgétaires de l'année budgétaire 2014 s'élèvent à 96.467.879,31 euros.

**Art. 19.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18 ci-dessus, le disponible en liquidation sur les fonds budgétaires s'élève à la fin de l'année budgétaire 2014 à 60.787.696,88 euros. Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

**Art. 20.** Le résultat des fonds budgétaires s'établit comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 88.800.491,09 euros

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 96.467.879,31 euros

En conclusion, les dépenses excèdent les recettes de 7.667.388,22 euros

## CHAPITRE IV. — Résultat global

**Art. 21.** Tous services réunis, budget et fonds budgétaires, compte tenu des articles 15 et 20 du présent décret, le résultat global du budget 2014 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : -366.845.215,92

Fonds budgétaires : -7.667.388,22

Total : -374.512.604,14

| DEUXIEME PARTIE : ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A |                                    |               |
|---|------------------------------------|---------------|
| <i>Wallonie-Bruxelles-International (WBI)</i>                   |                                    |               |
| • RECETTES  |                                    |               |
| Les prévisions, à   |                                    | 65.432.000    |
| Les recettes imputées, à  |                                    | 62.815.375,98 |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  |                                    | 6.616.624,02  |
| • DEPENSES  |                                    |               |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à              |                                    | 69.947.000    |
| Les dépenses imputées, à  |                                    | 63.570.004,90 |
| • RESULTAT  |                                    |               |
| Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à         |                                    | -754.628,92   |
|   | - soit les recettes de l'année, de | 62.815.375,98 |
|   | - moins les dépenses, de           | 63.570.004,90 |
| <i>Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)</i>                  |                                    |               |
| • RECETTES  |                                    |               |
| Les prévisions, à   |                                    | 0             |
| Les recettes imputées, à  |                                    | 0             |
| La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à  |                                    | 0             |
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à              |                                    | 0             |
| Les dépenses imputées, à  |                                    | 0             |
| Le montant des crédits à annuler, à                             |                                    | 0             |
| • RESULTAT  |                                    |               |
| Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à            |                                    | 0             |
|   | - soit les recettes de l'année, de | 0             |
|   | - moins les dépenses, de           | 0             |

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,  
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,  
Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,  
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,  
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,  
Ministre de l'Education

—  
Note

(1) Session 2019-2020

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 65-1. – Rapport de commission, n°65-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 65-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 27 avril 2020.

**RECETTES****I.A.subdivisions générales**

Prévisions ajustées 9.245.319.000,00  
 Recettes imputées 9.243.544.099,56

**I.B.subdivisions particulières**

Prévisions ajustées 89.221.000,00  
 Recettes imputées 88.800.491,09

**TOTAL RECETTES**

Prévisions ajustées 9.334.540.000,00  
 Recettes imputées 9.332.344.590,65

**DEPENSES****II.Engagements**

Crédits alloués 9.647.564.000,00  
 Engagements imputés 9.558.777.491,44  
 crédits complémentaires à solliciter 36.503.037,53

Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire  
 crédits à annuler 88.786.508,56

encours au 01/01/2014 314.464.681,47  
 réductions de visas 4.617.167,06

**III.Liquidations**

Crédits alloués 9.642.104.000,00  
 Crédits complémentaires à solliciter 49.613.673,18  
**total des crédits** 9.691.717.673,18

Dépenses imputées 9.610.389.315,48  
 Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire 81.328.357,70  
 crédits à annuler 81.328.357,70

solde de dépenses demeurant à liquider 294.738.727,90  
 (encours 01/01 + engagements - dépenses imputées moins réduction de visa + crédits complémentaires)

Tableau I

|  |                  |
|--|------------------|
| <b>IV. Fonds budgétaires engagements</b>   |                  |
| Disponible au 01/01/2014   | 46.727.681,89    |
| réductions de visas  | 36.726,45        |
| Recettes perçues de l'année  | 89.445.306,31    |
| total du disponible  | 136.209.714,65   |
| engagements disponibles en engagements au 31/12/2014   | 86.198.190,87    |
| application de l'article 16 du dispositif du budget des dépenses   | 50.011.523,78    |
| encours au 01/01/2014  | 89.894,70        |
|  | 21.082.587,99    |
| <b>liquidations</b>  |                  |
| Disponible au 01/01/2014   | 67.810.269,88    |
| Recettes perçues de l'année  | 89.445.306,31    |
| total du disponible  | 157.255.576,19   |
| liquidations disponibles en liquidations au 31/12/2014   | 96.467.879,31    |
|  | 60.787.696,88    |
| solde de dépenses demeurant liquider   | 10.866.067,80    |
| (encours 01/01 + engagements - dépenses imputées moins réduction de visa+ article 16 du dispositif budgétaire) |                  |
| <b>V RESULTATS BUDGETAIRES DE L'ANNEE</b>  |                  |
| <b>RESULTAT 1 CREDITS</b>  |                  |
| recettes générales constatées imputées   | 9.243.544.099,56 |
| dépenses liquidées sur crédits de liquidation  | 9.610.389.315,48 |
| solde des recettes sur les dépenses  | -366.845.215,92  |
| solde de dépenses demeurant liquider   | 294.738.727,90   |
| <b>RESULTAT 2 FONDS BUDGETAIRES</b>  |                  |
| recettes constatées sur fonds budgétaires  | 88.800.491,09    |
| dépenses liquidées sur fonds budgétaires   | 96.467.879,31    |
| solde des recettes sur les dépenses  | -7.667.388,22    |
| solde de dépenses demeurant liquider   | 10.866.067,80    |
| <b>RESULTAT 1+2</b>  |                  |
| recettes   | 9.332.344.590,65 |
| dépenses   | 9.706.857.194,79 |
| solde général de l'exercice  | -374.512.604,14  |
| solde de dépenses demeurant liquider   | 305.604.795,70   |

Tableau II

## I. ETAT DES ENGAGEMENTS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2014

| PREVISIONS   | SOLDES AU 01.01.2014 | RECETTES      | DISPONIBLE GLOBAL | ENGAGEMENTS   | SOLDE AU 31.12.2014 |
|--------------|----------------------|---------------|-------------------|---------------|---------------------|
| Chapitre I   | 0,00                 | 24.471.000,00 | 24.471.000,00     | 24.471.000,00 | 0,00                |
| Chapitre II  | 0,00                 | 48.430.000,00 | 48.430.000,00     | 48.430.000,00 | 0,00                |
| Chapitre III | 0,00                 | 16.099.000,00 | 16.099.000,00     | 16.099.000,00 | 0,00                |
| <b>TOTAL</b> | 0,00                 | 89.000.000,00 | 89.000.000,00     | 89.000.000,00 | 0,00                |

| TABLEAUX DU BUDGET | SOLDES REPORTEES | VISAS ANNULES | RECETTES EFFECTIVES | DISPONIBLE GLOBAL | ENGAGEMENTS   | DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.2014 |
|--------------------|------------------|---------------|---------------------|-------------------|---------------|---|
| Chapitre I         | 17.194.779,19    | 0,00          | 22.978.839,14       | 40.173.618,33     | 30.657.243,21 | 9.516.375,12                            |
| Chapitre II        | 23.263.345,86    | 16.778,00     | 47.386.099,53       | 70.666.223,39     | 43.788.577,27 | 26.877.646,12                           |
| Chapitre III       | 6.269.556,84     | 19.948,45     | 19.080.367,64       | 25.369.872,93     | 11.752.370,39 | 13.617.502,54                           |
| <b>TOTAL</b>       | 46.727.681,89    | 36.726,45     | 89.445.306,31       | 136.209.714,65    | 86.198.190,87 | 50.011.523,78                           |

## PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

## II. ETAT DES LIQUIDATIONS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2014

| PREVISIONS   | SOLDES AU 01.01.2014 | RECETTES      | DISPONIBLE GLOBAL | LIQUIDATIONS  | SOLDE AU 31.12.2014 |
|--------------|----------------------|---------------|-------------------|---------------|---------------------|
| Chapitre I   | 0,00                 | 24.471.000,00 | 24.471.000,00     | 24.471.000,00 | 0,00                |
| Chapitre II  | 0,00                 | 48.429.000,00 | 48.429.000,00     | 48.429.000,00 | 0,00                |
| Chapitre III | 0,00                 | 17.492.000,00 | 17.492.000,00     | 17.492.000,00 | 0,00                |
| <b>TOTAL</b> | 0,00                 | 90.392.000,00 | 90.392.000,00     | 90.392.000,00 | 0,00                |

| TABLEAUX DU BUDGET | SOLDES REPORTEES | RECETTES EFFECTIVES | DISPONIBLE GLOBAL | LIQUIDATIONS  | DISPONIBLE EN LIQUIDATIONS AU 31.12.2014 |
|--------------------|------------------|---------------------|-------------------|---------------|--|
| Chapitre I         | 17.418.280,31    | 22.978.839,14       | 40.397.119,45     | 30.497.856,95 | 9.899.262,50                             |
| Chapitre II        | 31.440.021,71    | 47.386.099,53       | 78.826.121,24     | 48.962.932,77 | 29.863.188,47                            |
| Chapitre III       | 18.951.967,86    | 19.080.367,64       | 38.032.335,50     | 17.007.089,59 | 21.025.245,91                            |
| <b>TOTAL</b>       | 67.810.269,88    | 89.445.306,31       | 157.255.576,19    | 96.467.879,31 | 60.787.696,88                            |

**tableau III .Dépassements - 2014**

|                      |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
|----------------------|----|----|----|----|---|--|--|--|---------------|
|                      |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| 1                    | 11 | 11 | 03 | 01 | PERSONNEL STATUTAIRE  |  |  |  | -5.195.694,98 |
| 1                    | 11 | 11 | 10 | 01 | PERSONNEL DETACHE ET PENSIONNE - DEPENSES DIVERSES          |  |  |  | -980.289,05   |
| 1                    | 11 | 11 | 12 | 01 | INTERVENTION DANS LES FRAIS DE DEPLACEMENT DOMICILE-TRAVAIL |  |  |  | -82.205,76    |
| <b>Total 11</b>      |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| <b>-6.258.189,79</b> |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| <b>Total Chp 1</b>   |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| <b>-6.258.189,79</b> |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
|                      |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| 3                    | 41 | 11 | 03 | 11 | PERSONNEL STATUTAIRE  |  |  |  | -4.384,38     |
| 3                    | 41 | 11 | 03 | 15 | PERSONNEL STATUTAIRE  |  |  |  | -116.976,00   |
| 3                    | 41 | 11 | 03 | 16 | PERSONNEL STATUTAIRE  |  |  |  | -6.257,73     |
| 3                    | 41 | 11 | 03 | 17 | PERSONNEL STATUTAIRE  |  |  |  | -5.542,34     |
| 3                    | 41 | 11 | 03 | 18 | PERSONNEL STATUTAIRE  |  |  |  | -1.023,18     |
| <b>Total 41</b>      |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| <b>-134.183,63</b>   |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| 3                    | 46 | 11 | 04 | 12 | PERSONNEL AUTRE QUE STATUTAIRE                              |  |  |  | -11.766,10    |
| <b>Total 46</b>      |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| <b>-11.766,10</b>    |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| 3                    | 48 | 11 | 03 | 40 | PERSONNEL STATUTAIRE  |  |  |  | -327.133,84   |
| 3                    | 48 | 43 | 01 | 42 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS                                     |  |  |  | -77.791,19    |
| 3                    | 48 | 44 | 01 | 43 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS                                     |  |  |  | -110.162,45   |
| <b>Total 48</b>      |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| <b>-515.087,48</b>   |    |    |    |    |   |  |  |  |               |
| 3                    | 50 | 11 | 03 | 40 | TRAITEMENTS DES CHARGES DE MISSION                          |  |  |  | -170.874,75   |

|                 |    |    |    |    |   |                |
|-----------------|----|----|----|----|---|----------------|
| 3               | 50 | 11 | 03 | 41 | PERSONNEL STATUTAIRE  | -100.369,83    |
| 3               | 50 | 11 | 03 | 61 | PERSONNEL STATUTAIRE  | -175.626,60    |
| <b>Total 50</b> |    |    |    |    |   | -446.871,18    |
| 3               | 51 | 11 | 05 | 20 | REMUNERATIONS DES AGENTS CONTRACTUELS SUBVENTIONNES DE L'ENSEIGNEMENT | -31.054,19     |
| 3               | 51 | 11 | 03 | 41 | PERSONNEL STATUTAIRE DU MATERNEL                                      | -164.467,51    |
| 3               | 51 | 43 | 01 | 44 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE MATERNEL                              | -1.907.158,64  |
| 3               | 51 | 44 | 01 | 45 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE MATERNEL                              | -1.633.281,20  |
| 3               | 51 | 11 | 03 | 61 | PERSONNEL STATUTAIRE DU PRIMAIRE                                      | -746.680,80    |
| 3               | 51 | 43 | 01 | 63 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE PRIMAIRE                              | -4.703.951,68  |
| 3               | 51 | 44 | 01 | 64 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DANS LE PRIMAIRE                              | -1.053.986,68  |
| <b>Total 51</b> |    |    |    |    |   | -10.240.580,70 |
| 3               | 52 | 11 | 03 | 41 | PERSONNEL STATUTAIRE - ENSEIGNEMENT DE PLEIN EXERCICE                 | -2.948.237,52  |
| 3               | 52 | 43 | 01 | 44 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT DE PLEIN EXERCICE              | -6.271.330,80  |
| 3               | 52 | 44 | 01 | 45 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT DE PLEIN EXERCICE              | -9.659.023,85  |
| 3               | 52 | 11 | 01 | 46 | REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU SERVICE DE MEDIATION                    | -221.712,17    |
| 3               | 52 | 11 | 03 | 61 | PERSONNEL STATUTAIRE - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE          | -75.332,41     |
| 3               | 52 | 43 | 01 | 63 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE       | -262.154,71    |
| 3               | 52 | 44 | 01 | 64 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE       | -305.187,96    |
| 3               | 52 | 11 | 05 | 80 | REMUNERATIONS DES AGENTS CONTRACTUELS SUBVENTIONNES DE L'ENSEIGNEMENT | -173.966,01    |
| <b>Total 52</b> |    |    |    |    |   | -19.916.945,43 |
| 3               | 53 | 11 | 03 | 44 | PERSONNEL STATUTAIRE PARAMEDICAL                                      | -287.973,61    |
| 3               | 53 | 43 | 01 | 46 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PEDAGOGIQUE                      | -874.897,46    |
| 3               | 53 | 43 | 01 | 47 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PARAMEDICAL                      | -251.910,43    |
| 3               | 53 | 44 | 01 | 48 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PEDAGOGIQUE                      | -1.545.587,54  |
| 3               | 53 | 44 | 01 | 49 | SUBVENTIONS-TRAITEMENTS DU PERSONNEL PARAMEDICAL                      | -191.968,64    |





## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2020/30915]

**27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling  
van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2014 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR  
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP BEGROTINGSJAAR 2014****HOOFDSTUK I. — Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting****§ 1. Vaststelling van de vastleggingskredieten**

**Artikel 1.** De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2014, bedragen 9.647.564.000,00 euro.

**§ 2. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de vastleggingskredieten**

**Art. 2.** De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 9.558.777.491,44 euro.

**Art. 3.** In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 18 december 2013 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2014 is de vastlegging van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2014 gebruikt ten belope van 36.503.037,53 euro.

Ter dekking van deze vastleggingen voor het begrotingsjaar 2014 die boven of bij ontstentenis van kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 36.503.037,53 euro toegestaan.

**Art. 4.** De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 88.000.605,67 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

**§ 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen voor vastleggingen**

**Art. 5.** De begrotingsfondsen voor vastleggingen in het begrotingsjaar 2014 zijn geraamd op 89.000.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk geïnde ontvangsten gedurende het jaar bedragen 89.445.306,31 euro.

Rekening houdend met deze ontvangsten, het oorspronkelijke saldo op 1 januari 2014 van 46 727 681,89 euro en de annulering van visa ten belope van 36 726,45 euro, bedraagt het beschikbare bedrag aan vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor het jaar 2014 136 209 714,65 euro.

In afwijking van artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, werden in artikel 16 van het decreet van 18 december 2013 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2014 de thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan.

**§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen**

**Art. 6.** De uitgavenvastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor vastleggingen van het begrotingsjaar 2014 bedragen 86.198.190,87 euro.

**Art. 7.** Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 5 en 6 hierboven, bedragen de beschikbare middelen aan begrotingsfondsen voor vastleggingen 50.011.523,78 euro op het einde van het begrotingsjaar 2014.

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

**HOOFDSTUK II. — Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting****§ 1. Vaststelling van de ontvangsten**

**Art. 8.** De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2014 een som van 9.245.319.000,00 euro.

**Art. 9.** De begrotingsontvangsten van het jaar 2014 bedragen 9.243.544.099,56 euro.

**§ 2. Vaststelling van de vereffeningkredieten van de uitgaven**

**Art. 10.** De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2014 hebben een bedrag van 9.642.104.000,00 euro voor de vereffening van de uitgaven toegestaan.

**§ 3. Vaststelling van de uitgaventoestand**

**Art. 11.** De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2014 bedragen 9.610.389.315,48 euro

**§ 4. Regeling van de kredieten**

**Art. 12.** De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 10) en de aangerekende verrichtingen (artikel 11) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2014 van 31.714.684,52 euro.

**Art. 13.** In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 18 december 2013 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2014 is de vereffening van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2014 gebruikt ten belope van 49.613.673,18 euro.

Ter dekking van deze uitgaven voor het begrotingsjaar 2014 die boven of bij ontstentenis van kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 49.613.673,18 euro toegestaan.

Deze kredieten worden volgens tabel III als bijlage onderverdeeld.

Het totaalbedrag van de toegekende vereffeningskredieten bedraagt 9.691.717.673,18 euro.

**Art. 14.** Naar aanleiding van de artikelen 12 en 13, bedragen de op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vereffeningskredieten 81.328.357,70 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

#### § 5. Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2014

**Art. 15.** Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2014, vastgesteld overeenkomstig artikel 29 § 4 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 9.243.544.099,56 euro

De vereffeningsuitgaven bedragen 9.610.389.315,48 euro.

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de begrotingsfondsen, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 366.845.215,92 euro.

#### HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen*

##### § 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

**Art. 16.** De voorziene ontvangsten voor de afzonderlijke subafdelingen werden geraamd op 89.221.000,00 euro.

De aangerekende ontvangsten van deze aard voor het begrotingsjaar 2014 bedragen 88.800.491,09 euro.

##### § 2. Vaststelling van de vereffeningsbegrotingsfondsen

**Art. 17.** De vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen worden voor het begrotingsjaar 2014 geraamd op 90.392.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk in de loop van het jaar geïnde ontvangsten bedragen 89.445.306,31 euro.

Rekening houdend met deze ontvangsten en met het beginsaldo op 1 januari 2014 van 67.810.269,88 euro, bedraagt het voor vereffening beschikbare bedrag ten laste van de begrotingsfondsen voor 2014 157.255.576,19 euro.

In afwijking van artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, werden in artikel 16 van het decreet van 18 december 2013 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2014 de thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan

##### § 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen

**Art. 18.** De vereffeningen aangerekend ten laste van de vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen in het begrotingsjaar 2014 bedragen 96.467.879,31 euro.

**Art. 19.** Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 17 en 18 hierboven, bedragen de vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen op het einde van het begrotingsjaar 2014 60.787.696,88 euro. Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

**Art. 20.** Het resultaat van de begrotingsfondsen wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 88.800.491,09 euro.

De vereffeningsuitgaven bedragen 96.467.879,31 euro.

Als conclusie kan worden gesteld dat de uitgaven de ontvangsten met 7.667.388,22 overtreffen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Globaal resultaat*

**Art. 21.** Alle diensten samen, begroting en begrotingsfondsen, rekening houdend met de artikelen 15 en 20 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2014 (in euro) :

Begroting sensu stricto : -366.845.215,92

Begrotingsfondsen : -7.667.388,22

Totaal : -374.512.604,14

| TWEEDE DEEL : instellingen van openbaar nut VAN CATEGORIE A |                              |               |
|---|------------------------------|---------------|
| <i>Wallonie-Bruxelles-International (WBI)</i>               |                              |               |
| • ONTVANGSTEN   |                              |               |
| Vooruitzichten  |                              | 65.432.000    |
| Aangerekende ontvangsten                                    |                              | 62.815.375,98 |
| Verschil tussen vooruitzichten en aangerekende ontvangsten  |                              | 6.616.624,02  |
| • UITGAVEN  |                              |               |
| Kredieten toegekend door de begrotingsdecreten              |                              | 69.947.000    |
| Aangerekende uitgaven                                       |                              | 63.570.004,90 |
| • RESULTAAT   |                              |               |
| Resultaat van ontvangsten en uitgaven van C.G.R.I.          |                              | -754.628,92   |
|   | - Ontvangsten van het jaar   | 62.815.375,98 |
|   | - verminderd met de uitgaven | 63.570.004,90 |
| <i>Egalisatiefonds voor begrotingen (Fonds)</i>             |                              |               |
| • ONTVANGSTEN   |                              |               |
| Vooruitzichten  |                              | 0             |
| Aangerekende ontvangsten                                    |                              |               |
| Verschil tussen vooruitzichten en aangerekende ontvangsten  |                              |               |
| Kredieten toegekend door de begrotingsdecreten              |                              | 0             |
| Aangerekende uitgaven                                       |                              | 0             |
| Bedrag van de te annuleren kredieten                        |                              | 0             |
| • RESULTAAT   |                              |               |
| Resultaat van ontvangsten en uitgaven van het Fonds         |                              | 0             |
|   | - Ontvangsten van het jaar   | 0             |
|   | - verminderd met de uitgaven | 0             |

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgesteld onder het toezicht van de minister waaronder zij ressorteren en maken zij het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

P.-Y. JEHOLET,

Minister-President

Fr. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen  
en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement"

B. LINARD,

Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

C. DESIR,

Minister van Onderwijs

—  
Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 65-1. - Commissieverslag, nr.65-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.65-3

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 27 april 2020.